

**Visite du Premier ministre
Jean Chrétien
en Indonésie et au Vietnam**

du 13 au 18 novembre 1994

Cahier d'information



CANADA



Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 2004023 9

DATE DUE		DATE DE RETOUR	
11/18/94	11/27		

DOCS
CA1 EA 94V67 EXF
Visit to Indonesia and Vietnam by
Prime Minister Jean Chretien,
November 13-18, 1994 : background
information. --
43271704

Table des matières

Biographies

Le Premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien 5

Le ministre des Affaires étrangères du Canada
M. André Ouellet 7

Le ministre du Commerce international du Canada
M. Roy MacLaren 8

Le Secrétaire d'État du Canada pour l'Asie-Pacifique
M. Raymond Chan 9

Indonésie

Carte 12

Les relations entre le Canada et l'Indonésie 13

Accords entre le Canada et l'Indonésie 16

Fiche documentaire sur l'Indonésie 17

Jakarta 19

Vietnam

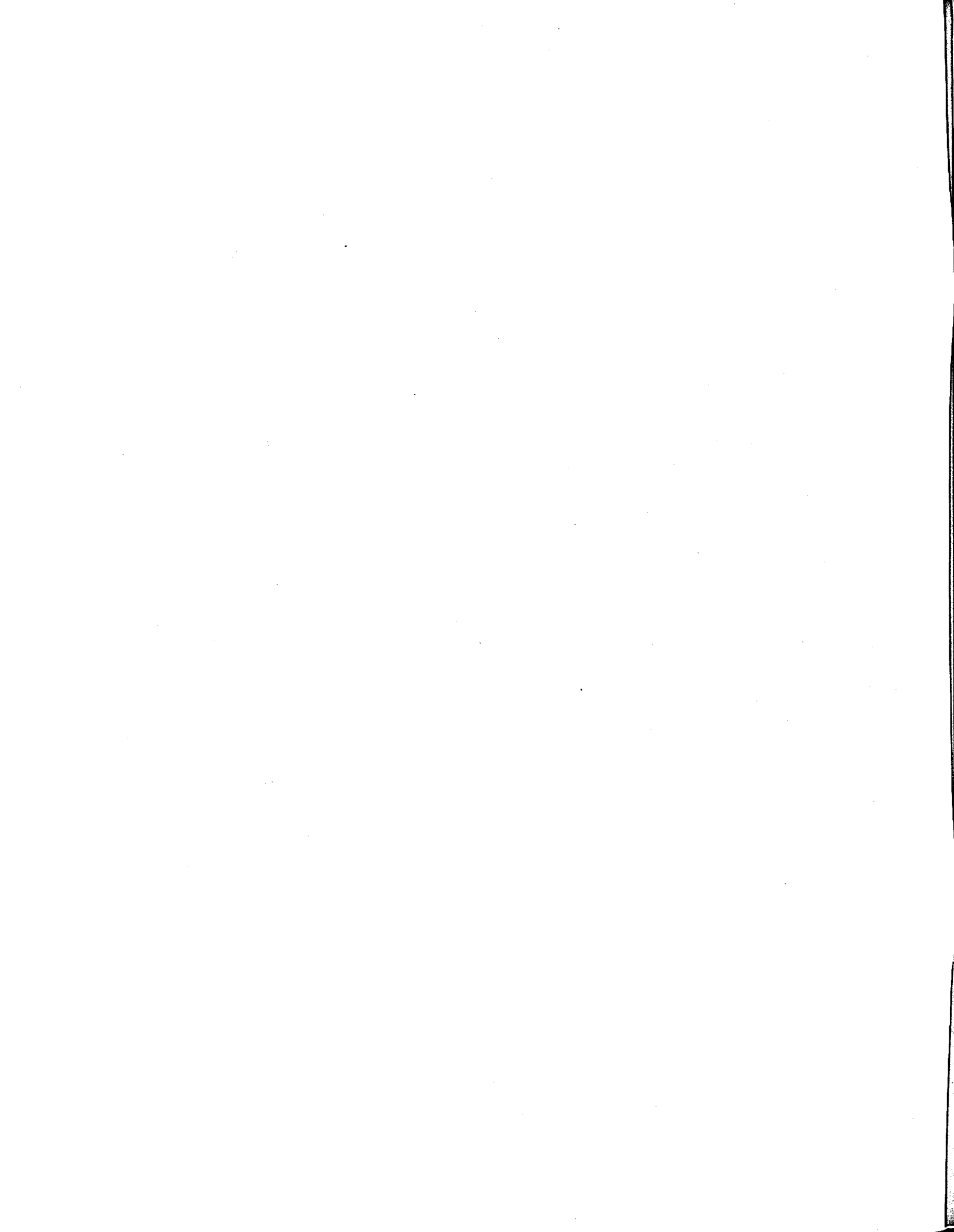
Carte 22

Les relations entre le Canada et le Vietnam 23

Accords entre le Canada et le Vietnam 26

Fiche documentaire sur le Vietnam 27

Hanoi 28



Biographies

Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'une étude de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963 où il représentait Saint-Maurice — Laflèche. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

M. Chrétien a été réélu à la Chambre des communes en 1968, cette fois comme député de la nouvelle circonscription de Saint-Maurice. Il a été ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de 1968 à 1974, alors qu'il est devenu président du Conseil du Trésor.

Il a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce en 1976 et, un an plus tard, ministre des Finances du Canada, poste qu'il a occupé jusqu'en 1979. Les électeurs lui ont confié un sixième mandat aux élections de 1979.

Il s'est vu confier les fonctions de ministre de la Justice et de Procureur général du Canada et de ministre d'État chargé du Développement social en 1980, fonctions auxquelles s'est aussitôt ajouté le rôle de ministre responsable des négociations constitutionnelles. Il a ensuite été nommé ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en 1982.

M. Chrétien a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984. Il a été réélu dans sa circonscription de Saint-Maurice en septembre 1984. En tant que membre de l'Opposition, il a été porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté ses fonctions à la Chambre des communes en 1986 pour retourner à la pratique du droit.

Le 23 juin 1990, M. Chrétien a été élu chef du Parti libéral du Canada. Il a remporté le siège de Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, à l'élection partielle du 10 décembre 1990, et il est devenu officiellement chef de l'Opposition le 21 décembre suivant.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il a prêté serment en tant que 20^e Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, originaire de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères du Canada

M. André Ouellet

M. Ouellet est né à Saint-Pascal, au Québec. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa et diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke.

Député à la Chambre des communes depuis 1967, où il représente le comté de Papineau — Saint-Michel, il a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet.

M. Ouellet a été ministre des Postes, président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, ministre de la Consommation et des Corporations, ministre d'État aux Affaires urbaines, ministre des Travaux publics, ministre du Travail et ministre d'État au Développement économique régional.

Il a également été ministre responsable de diverses sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Commission du système métrique et le Conseil des normes du Canada.

M. Ouellet a été nommé porte-parole officiel de l'Opposition pour les transports en 1985, pour les affaires extérieures en 1988 et pour les relations fédérales-provinciales en 1990. Entre 1990 et 1992, il a siégé au sein d'une commission d'enquête et de deux comités parlementaires chargés de revoir la Constitution, soit la Commission Bélanger-Campeau et les Comités Beaudoin-Edwards et Beaudoin-Dobbie.

Il a par ailleurs été président du Caucus libéral du Québec en 1968, organisateur politique en chef du Parti libéral fédéral au Québec de 1977 à 1984 et coprésident du Comité de la campagne nationale libérale en 1992.

M. Ouellet a épousé Édith Pagé en 1965 et ils ont quatre enfants.

Le ministre du Commerce international du Canada

M. Roy MacLaren

M. MacLaren est né à Vancouver (Colombie-Britannique) en 1934. Il est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi que de l'Université Cambridge, de l'Université Harvard et de l'Université de Toronto.

Ses affectations en tant que membre du service extérieur du Canada de 1957 à 1969 l'ont conduit à Hanoi, Prague, Genève et New York.

M. MacLaren possède une vaste expérience des affaires. Il a été président de Ogilvy et Mather (Canada) Ltd. et du conseil d'administration de CB Media Ltd., vice-président de Massey-Ferguson Ltd. et directeur de plusieurs sociétés, dont Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. et Deutsche Bank (Canada).

Élu pour la première fois député à la Chambre des communes en 1979, où il représente depuis la circonscription de Etobicoke-Nord (Toronto métropolitain), il a été réélu en 1980, 1988 et 1993.

Il est entré au Cabinet en 1983, à titre de ministre d'État (Finances), et s'est vu confier le portefeuille du Revenu national en 1984. Il a été porte-parole officiel de l'Opposition pour les questions relatives au commerce extérieur, coprésident du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat, président du Groupe de travail fédéral sur les relations entre les milieux d'affaires et le gouvernement, et président de la Commission libérale des politiques économiques.

M. MacLaren a épousé Alethea Mitchell en 1959 et ils ont trois enfants.

Le Secrétaire d'État du Canada pour l'Asie-Pacifique

M. Raymond Chan

Né en 1951 à Hong Kong, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

Ingénieur professionnel, M. Chan a travaillé au centre de recherche TRIUMF de l'Université de la Colombie-Britannique de 1977 à 1993. Il est aussi propriétaire de restaurant et il a exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

M. Chan a été élu le 25 octobre 1993 à la Chambre des communes, où il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique.

M. Chan a épousé Maureen Marnlien en 1975; ils ont deux enfants.



Indonésie



Les relations entre le Canada et l'Indonésie

Relations bilatérales

- La taille de l'Indonésie (sa population dépasse les 190 millions et elle vient au quatrième rang des pays les plus peuplés), son rôle de leader au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ses fonctions de président actuel de l'APEC et du Mouvement des non-alignés ainsi que son importance comme modérateur de l'Organisation de la Conférence islamique, de membre du Groupe des 77 et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en font un partenaire important pour le Canada dans la région.
- En 1993, le Canada a marqué le quarantième anniversaire de l'établissement de son ambassade à Jakarta. D'abord axées sur une relation traditionnelle de coopération en matière de développement, les relations entre le Canada et l'Indonésie se sont ensuite orientées vers un partenariat ayant atteint sa maturité et offrant des bénéfices et un soutien mutuels à tous les niveaux.

Commerce et investissement

- L'Indonésie est le plus gros marché d'exportation du Canada dans la région de l'Asie du Sud-Est. Les exportations augmentent d'environ 10 p. 100 l'an, et les échanges commerciaux devraient franchir le cap du milliard de dollars d'ici la fin de 1994. En 1993, le commerce bilatéral a atteint 905 millions de dollars. Les exportations canadiennes vers l'Indonésie ont totalisé 461 millions de dollars et nos importations, 444 millions de dollars.
- L'Indonésie connaît un taux de croissance économique élevé, qui dépasse en moyenne 6 p. 100 l'an. Les exportations canadiennes profiteront des nouvelles réductions tarifaires annoncées par le gouvernement indonésien en juillet 1994. De plus, les droits à l'importation ont été abaissés sur 739 types de biens manufacturés, de produits agricoles et de produits pour la santé; les barrières non tarifaires ont été supprimées sur 27 produits; et des majorations ont été abolies sur 38 produits contenant de l'alcool.
- Le marché indonésien est l'un des plus attrayants de la région pour les entreprises canadiennes. Par exemple, l'Indonésie possède les plus vastes réserves de pétrole et de gaz naturel en Asie du Sud-Est, et de nombreuses sociétés canadiennes sont actuellement actives dans ce marché. D'ici à l'an 2000, on prévoit que l'Indonésie comptera 60 usines de pâte et 71 usines de papier, ce qui ouvrira encore d'autres débouchés aux entreprises canadiennes du secteur forestier.

- Les secteurs indonésiens les plus prometteurs pour nos entreprises sont les technologies de télécommunications et d'information, l'énergie (production d'électricité, pétrole et gaz naturel), l'environnement, les forêts, l'exploitation minière, la construction et la santé.
- Les exportations canadiennes vers l'Indonésie se composent de produits de base comme les céréales, la pâte de bois, les combustibles minéraux, les matières plastiques et le soufre, et d'articles manufacturés comme des chaudières à vapeur, de la machinerie et des moteurs.
- Les ventes de services, en particulier les services de génie, constituent un autre élément assez important du commerce canadien avec l'Indonésie. Depuis le milieu des années 70, les sociétés canadiennes se sont ouvert des créneaux dans le secteur des pâtes et papiers, des services de cartographie, des services de télécommunications et des services environnementaux. On estime à 100 millions de dollars les exportations annuelles du Canada dans le secteur des services.
- Les principales importations en provenance de l'Indonésie sont les suivantes : chaussures, vêtements, contreplaqué, bois francs tropicaux, caoutchouc naturel, machinerie électrique, matériel et pièces électriques.
- On estimait les investissements directs cumulatifs du Canada en Indonésie à 3,5 milliards de dollars en 1993, plus que dans tout autre pays d'Asie du Sud-Est. La mine et la fonderie de l'Inco à Sulawesi en sont des éléments importants. Les sociétés canadiennes d'exploration, d'experts-conseils et de génie du secteur pétrolier et gazier sont très présentes dans ce pays.
- Les droits de la personne sont un élément important des relations entre le Canada et l'Indonésie. Le Canada a déjà exprimé ses préoccupations à ce sujet au cours de discussions bilatérales et multilatérales et il continuera de le faire.

Coopération en matière d'aide au développement

- C'est en 1954 que le Canada lança son programme d'aide au développement en Indonésie. Ce programme a pris de l'ampleur et il s'est précisé au fil des ans; il est en 1993-1994 d'une valeur de 36 millions de dollars. Y participent des organismes non gouvernementaux, des entreprises privées et des universités canadiennes.

- Le programme contribue à jeter les bases d'une relation économique et politique durable avec l'Indonésie, pour en faire un partenaire international important. Il est axé sur l'environnement, la mise en valeur des ressources humaines (avec une attention particulière à la participation des femmes au développement) et l'établissement de liens avec le secteur privé et les institutions.
- Il accorde la priorité au développement communautaire, à l'équité et à la participation du plus grand nombre au gouvernement; il va ainsi au-delà de l'allègement de la pauvreté et s'attaque au développement économique et social.
- Le Fonds canadien d'un million de dollars (administré par l'ambassade du Canada) sert à financer de petits projets de développement; 500 000 \$ sont prévus spécifiquement pour le Timor oriental où le Fonds finance plus de quatre-vingt-dix de ces petits projets. Le gouvernement canadien apporte également son concours financier au Comité international de la Croix-Rouge en Indonésie.
- Le Canada compte actuellement dix-huit projets bilatéraux en Indonésie, dont les suivants : un projet de soutien visant à favoriser l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Indonésie; un projet de développement de la gestion environnementale axé sur l'élaboration d'une politique de l'environnement, sur le renforcement des institutions et sur l'éducation et la formation; un projet de développement des universités en Indonésie de l'Est qui vise à augmenter la réserve de main-d'oeuvre qualifiée grâce à l'enseignement des sciences fondamentales auxquelles on incite les femmes à s'inscrire.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI accorde un soutien financier aux entreprises canadiennes désirant s'implanter sur le marché indonésien. En 1993-1994, ce programme a financé des activités du secteur privé à hauteur d'environ trois millions de dollars.

Accords entre le Canada et l'Indonésie

Domaine	Date de signature	Accords
Coopération économique	Mai 1981	Accord de prêt de développement
Coopération au développement	Avril 1991	Accord aérien Canada-Hong Kong
Impôts	Décembre 1980	Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur la fortune
Impôts	Janvier 1992	Accord sur la double imposition entre le Canada et l'Indonésie
Coopération économique	Juillet 1993	Coopération économique Canada-ANASE (entré en vigueur en avril 1994)
Nucléaire	Juillet 1982	Accord concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (entré en vigueur en juillet 1983)
Sépultures militaires	Septembre 1962	Accord entre le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie relatif aux cimetières, tombes et monuments militaires du Commonwealth en territoire indonésien (entré en vigueur en avril 1964)

Fiche documentaire sur l'Indonésie

Données générales

Population	190 millions (1993)
Jakarta	8,5 millions
Accroissement démographique	1,61 % (est. 1993)
Superficie totale	1,9 million km ²
Monnaie	1 \$ US = 2 033 roupies (1992)
Langue	Bahasa indonesia

Données politiques

Type de gouvernement	République présidentielle
Président	Haji Mohamed Soeharto
Vice-président	Try Sutrisno
Ministre des Affaires étrangères	Ali Alatas
Ministre du Commerce	Satrio Budiardjo Joedono
Principaux partis politiques	Golkar (parti au pouvoir); Parti unité développement; Parti démocratique
Représentation internationale	Organisation des Nations Unies, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Mouvement des non-alignés, Organisation des pays exportateurs de pétrole, Organisation de la Conférence islamique, Banque mondiale, Fonds monétaire international

Données économiques

Produit intérieur brut	123,7 milliards \$ US (1992)
Taux de croissance du PIB	5,5 % (1992)
PIB par habitant	633 \$ US (1992)
Taux d'inflation	4,5 % (1992)
Taux de chômage	3 % (1992)
Importations du Canada	461,9 millions \$ (1993)
Exportations du Canada	444,3 millions \$ (1993)
Balance commerciale	-18,6 millions \$
Principales importations du Canada	Céréales, pâte de bois, combustibles minéraux, matières plastiques, soufre, chaudières à vapeur, machinerie et moteurs
Principales exportations au Canada	Chaussures, vêtements, contreplaqué, feuillus tropicaux, caoutchouc naturel, matériel électrique, matériel et pièces
Investissements canadiens directs	3,5 milliards \$ (1993)

Représentation diplomatique

Ambassade du Canada en Indonésie

L'ambassadeur Lawrence Dickenson

Tél. : (011-62-21) 525-0709

Ambassade de l'Indonésie au Canada

L'ambassadeur S. Parwoto

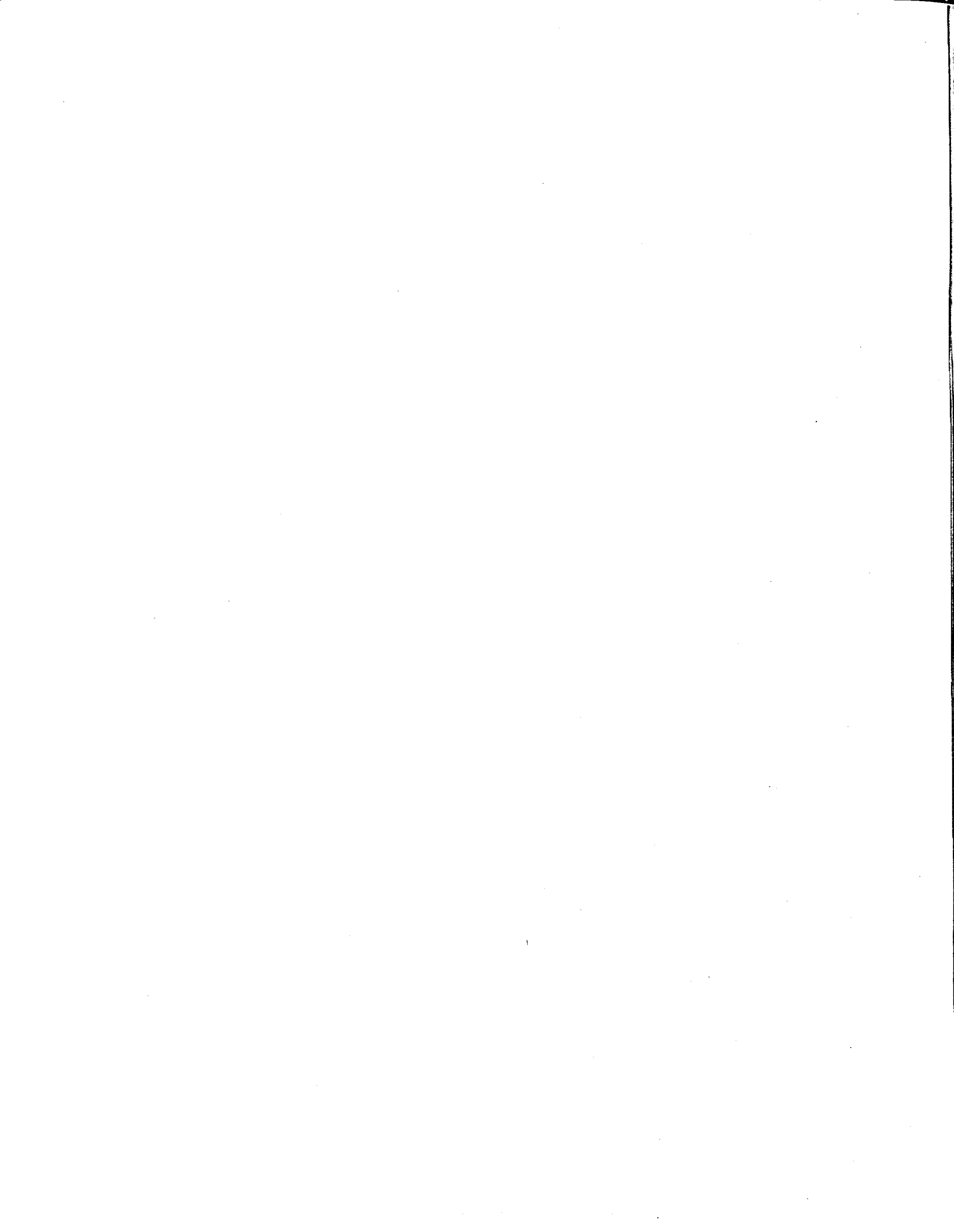
Tél. : (613) 236-7403

Jakarta

Jakarta, capitale de l'Indonésie, s'est beaucoup étendue depuis l'époque coloniale hollandaise et où elle portait le nom de Batavia. Sa croissance reflète le développement économique rapide de l'Indonésie depuis la fin des années 80.

Située sur la côte nord, à l'extrémité ouest de l'île de Java, Jakarta est le centre du gouvernement, des affaires et de l'industrie du pays. La ville s'étend sur plus de 670 kilomètres carrés et sa population dépasse 8,5 millions d'habitants. Ses principaux quartiers résidentiels et commerciaux sont situés à quelque 11 kilomètres du port de Tanjungpriok.

Jakarta est le centre médiatique et littéraire du pays; on y imprime le quart de tous les journaux de l'Indonésie. La ville possède une industrie du film, une école de Théâtre moderne, plusieurs universités et la plus ancienne école de médecine d'Asie du Sud-Est.



Vietnam



Les relations entre le Canada et le Vietnam

Relations bilatérales

- Le Canada a établi des relations diplomatiques avec le Vietnam du Nord en 1973; celui-ci a pris le nom de République socialiste du Vietnam en 1976, après sa réunification avec le Sud.
- Le Vietnam a rouvert son ambassade au Canada en 1990. La mission que le Canada a ouverte à Hanoi en 1991 a été élevée au rang d'ambassade en 1993. En 1994, le Canada a ouvert un bureau commercial à Hô Chi Minh-Ville, lequel sera inauguré par le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, à l'occasion de sa visite en novembre. Le premier ambassadeur résident du Canada est allé, en septembre 1994, rejoindre les quatre agents canadiens déjà en place. L'inauguration de la nouvelle chancellerie de Hanoi doit avoir lieu à l'occasion de la visite du premier ministre.
- Le Canada a entrepris une politique d'engagement avec le gouvernement vietnamien, politique axée sur les réformes économiques et un plus grand respect des droits. Tout en développant ses rapports avec le Vietnam, le Canada a réaffirmé l'importance qu'il accorde à la question des droits de la personne.
- Le ministre des Transports du Canada, M. Douglas Young, a dirigé une délégation au Vietnam en avril 1994 et des visiteurs vietnamiens de haut rang, dont le vice-premier ministre, le ministre du Commerce et du Tourisme, et le ministre de la Justice sont venus au Canada depuis un an.

Commerce et investissement

- Bien que les échanges entre le Canada et le Vietnam soient modestes — ils se sont élevés à 42,5 millions de dollars en 1993 contre 31 millions en 1992 —, les milieux d'affaires canadiens souhaitent de plus en plus un resserrement des relations commerciales entre les deux pays. Plus de deux cents gens d'affaires ou délégations se sont rendus au Vietnam l'an dernier.
- Le Canada est en mesure de contribuer à la réforme économique en cours au Vietnam et d'en tirer profit. Le savoir-faire canadien correspond aux besoins des Vietnamiens dans plusieurs secteurs prioritaires dont le transport, les télécommunications et l'énergie.
- Le Canada exporte surtout des produits pharmaceutiques, de la machinerie et de la pâte à papier; il importe principalement des fruits de mer, des vêtements et des accessoires vestimentaires.

- Les entreprises canadiennes ont investi 25 millions de dollars au Vietnam depuis 1988, ce qui plaçait le Canada au quinzième rang des investisseurs étrangers.
- Le Canada et le Vietnam ont resserré leurs liens en négociant une série d'accords, parmi lesquels un accord de coopération économique et un accord de coopération au développement, qui ont été signés en juin dernier lors de la visite au Canada du vice-premier ministre du Vietnam. Des accords portant sur le commerce, l'abandon de la double imposition et l'entraide judiciaire sont en train d'être négociés.

L'aide publique au développement

- Le Vietnam est redevenu admissible à l'aide publique au développement en mars 1990, par suite de son retrait du Cambodge et de l'adoption d'un vaste programme de renouveau économique.
- Depuis 1990, le Canada a versé quelque 41 millions de dollars au Vietnam à titre d'aide au développement. De ce total, 23,8 millions ont été versés sous forme d'aide alimentaire et d'assistance humanitaire et 11,3 millions ont été accordés à des institutions et des entreprises privées canadiennes pour appuyer leurs activités au Vietnam. Les décaissements annuels s'élèvent actuellement à environ 12 millions de dollars par année.
- Une stratégie d'aide canadienne au Vietnam a été élaborée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'Agence se prépare à élargir sa coopération bilatérale et à mettre en oeuvre des programmes à long terme qui :
 - verront avant tout à renforcer la capacité du Vietnam de planifier et de gérer son ambitieux programme de réformes économiques et sociales;
 - appuieront le développement des ressources humaines et le transfert de technologie dans les secteurs de l'environnement, du transport, de la technologie de l'information, de l'énergie et de l'éducation;
 - aideront au développement d'un cadre juridique et institutionnel susceptible de favoriser l'essor du secteur privé au Vietnam;
 - encourageront les aspects du programme de réforme qui cherchent à promouvoir l'équité sociale, la diminution de la pauvreté, la protection de l'environnement, les droits de la personne, la primauté du droit et la participation publique;

- favoriseront l'intégration du Vietnam à l'Asie du Sud-Est grâce à des programmes et des activités régionaux, surtout dans les secteurs de l'environnement et de la réforme juridique.
- L'ACDI mettra ses programmes en oeuvre au Vietnam en consultation et en collaboration étroite avec ses partenaires des entreprises privées, des institutions publiques, des organisations non gouvernementales et des gouvernements provinciaux.

Accords entre le Canada et le Vietnam

Domaine	Date de signature	Accords
Coopération au développement	Juin 1994	Accord général sur la coopération au développement
Coopération économique	Juin 1994	Accord de coopération économique

Fiche documentaire sur le Vietnam

Données générales

Population	72 millions (1993)
Hanoi	3 millions
Hô Chi Minh-Ville	4 millions
Accroissement démographique	2,3 %
Superficie totale	331 688 km ²
Monnaie	1 \$ US = 10 595 dongs
Langue	Vietnamien

Données politiques

Type de gouvernement	Régime à parti unique
Président	Le Duc Anh
Secrétaire général	Nguyen Khanh
Premier ministre	Vo Van Kiet
Vice-premier ministre	Phan Van Khai
Vice-premier ministre	Nguyen Khanh
Vice-premier ministre	Tran Duc Luong
Ministre des Affaires étrangères	Nguyen Manh Cam
Chef de la Commission du Plan	Do Quoc Sam
Principal parti politique	Parti communiste du Vietnam
Représentation internationale	Organisation des Nations Unies, G-77, Banque mondiale

Données économiques

Produit intérieur brut	12,7 milliards \$ US (1993)
Taux de croissance du PIB	8 % (1992)
PIB par habitant	140 \$ US (est.)
Taux d'inflation	15 % (1992)
Taux de chômage	14 %
Importations du Canada	15,03 millions \$ (1993)
Exportations au Canada	27,47 millions \$ (1993)
Balance commerciale	12,44 millions \$
Principales importations du Canada	Produits pharmaceutiques, machines et pâte de bois
Principales exportations au Canada	Fruits de mer, vêtements et accessoires
Investissements canadiens directs	25 millions \$ (cumulatif 1982-1992)

Représentation diplomatique

Ambassade du Canada à Hanoi	L'ambassadrice Christine Desloges Tél. : (011-84-4) 26-58-40/26-58-45
Ambassade du Vietnam au Canada	L'ambassadeur Dang Nghien Bai Tél. : (613) 744-4963

Hanoi

Hanoi, capitale du Vietnam, est située dans la région septentrionale du pays, près du delta du fleuve Rouge, à 150 kilomètres de la frontière chinoise. Avec une population de près de trois millions d'habitants, Hanoi est le deuxième grand centre urbain du Vietnam après Hô Chi Minh-Ville, dans le sud du pays.

Hanoi est le centre commercial de l'industrie lourde au Vietnam. L'acier, les machines-outils, les produits chimiques, l'engrais, le ciment et le papier figurent parmi ses principales industries. Les articles tissés, les bas, les chaussures en fibre, les gants, les tapis de laine, les carpettes de jute, les fruits et légumes, les ventilateurs électriques, les bicyclettes et les cacahuètes sont les principaux produits d'exportation de la région.

Le Vietnam est divisé en régions administratives comprenant trois municipalités autonomes (Hanoi, Hô Chi Minh-Ville et Haiphong), ainsi que quarante-quatre provinces et une zone spéciale. Hanoi et Hô Chi Minh-Ville sont toutes deux administrées par des comités populaires comptables au gouvernement central.

Notes

Notes

doc
CA1
EA
94V67
EXF

.b2662346(E)
.b2662358(F)

Visit to Indonesia and Vietnam by Prime Minister Jean Chrétien

November 13-18, 1994

Background Information



CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

APR 10 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
REVENIR A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43 271 704 (eng)
43 271 705 b. 2662358

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Table of Contents

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 5

André Ouellet, Minister of Foreign Affairs of Canada 7

Roy MacLaren, Minister for International Trade for Canada 8

Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) for Canada 9

Indonesia

Map 12

Canada-Indonesia Relations 13

Canada-Indonesia Agreements 16

Indonesia: Fact Sheet 17

Jakarta 19

Vietnam

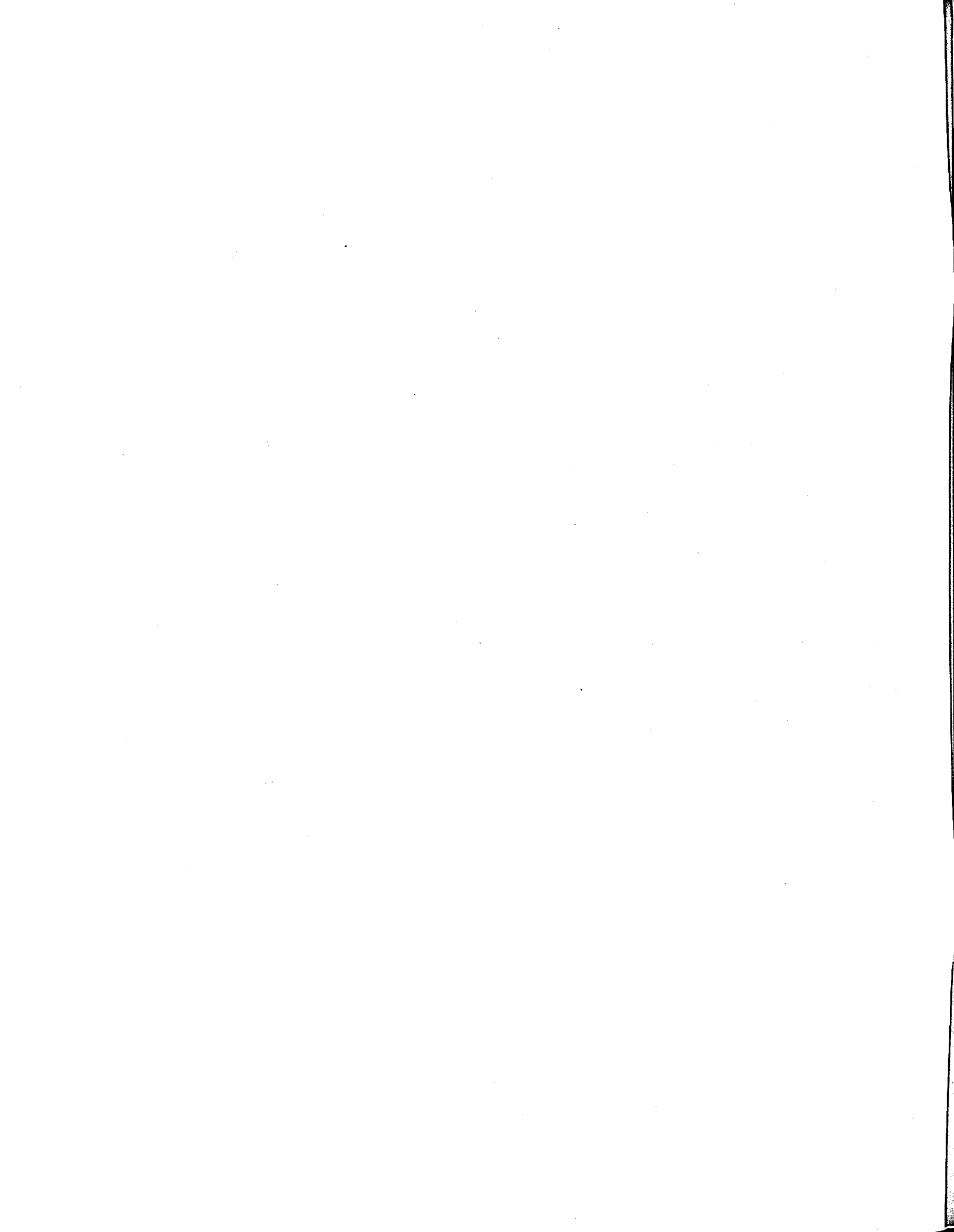
Map 22

Canada-Vietnam Relations 23

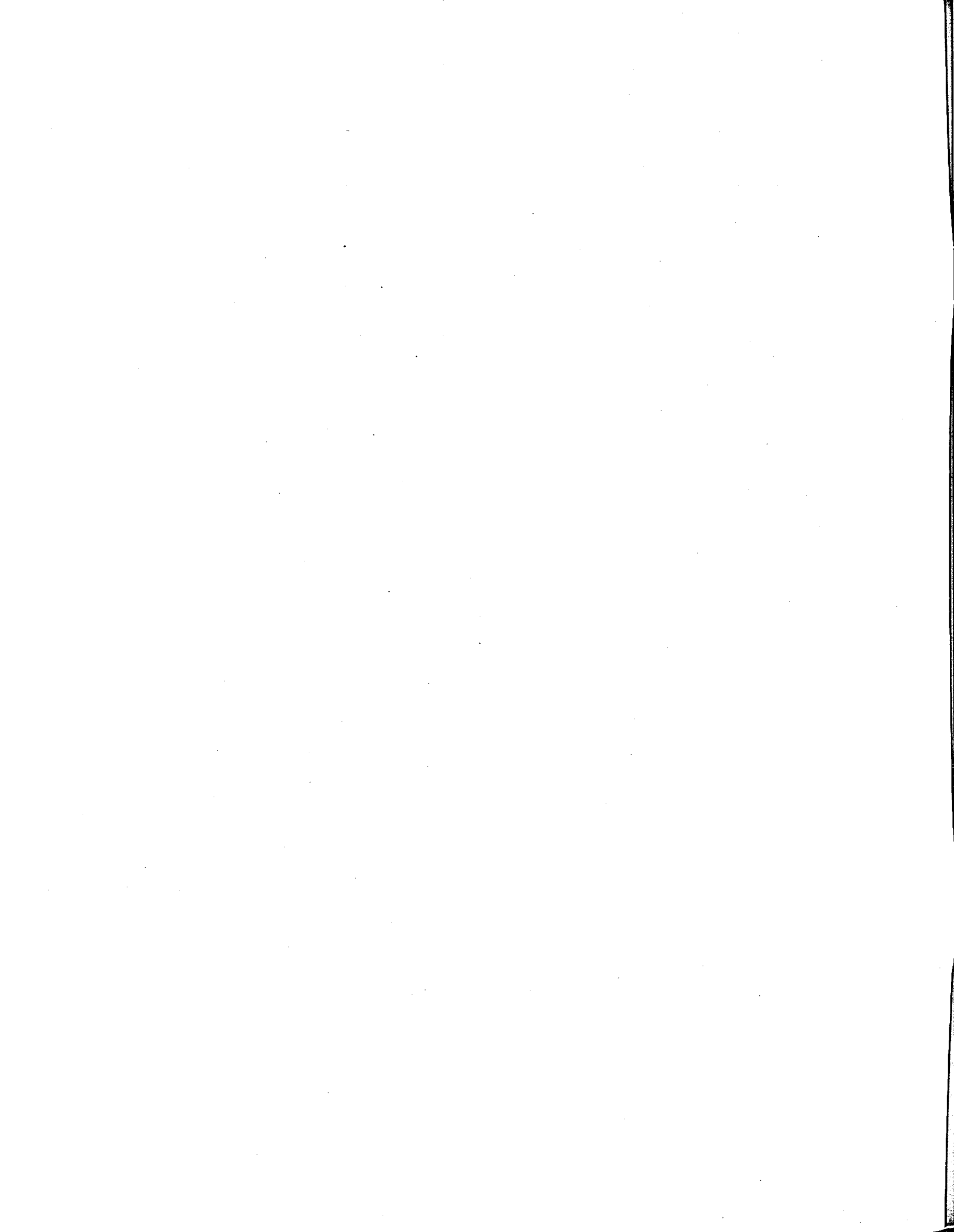
Canada-Vietnam Agreements 26

Vietnam: Fact Sheet 27

Hanoi 28



Biographies



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963 as the member for St-Maurice-Lafèche. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the minister of finance. In 1967 he became minister of state attached to the minister of finance, and in 1968 he was appointed minister of national revenue.

Mr. Chrétien was returned to the House in the 1968 election, representing the new constituency of St-Maurice. He was appointed minister of Indian affairs and northern development in 1968 and remained in that post until 1974 when he was appointed president of the Treasury Board.

Mr. Chrétien was appointed minister of industry, trade and commerce in 1976, and became minister of finance in 1977, a post he held until 1979. He was returned to the House of Commons for a sixth consecutive term in the 1979 election.

Mr. Chrétien was appointed minister of justice and attorney general of Canada and minister of state for social development in 1980. At this time he was given the additional role of minister responsible for constitutional negotiations. In 1982, he was appointed minister of energy, mines and resources.

Mr. Chrétien was appointed deputy prime minister and secretary of state for external affairs in June 1984. He was re-elected as the member of Parliament for St-Maurice in September 1984. As a member of the Opposition, he served as critic for external affairs. Mr. Chrétien resigned from the House of Commons in 1986, and returned to the legal profession.

On June 23, 1990, Mr. Chrétien was elected leader of the Liberal Party of Canada.

He was elected to the House of Commons in a by-election in the riding of Beauséjour (New Brunswick) on Dec. 10, 1990, and sworn in as leader of the Opposition on Dec. 21, 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of St-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He was sworn in as the 20th prime minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

André Ouellet
Minister of Foreign Affairs of Canada

Born in St-Pascal, Quebec, André Ouellet graduated from the University of Ottawa and the University of Sherbrooke Faculty of Law. He has been a member of Parliament since 1967, where he represents the constituency of Papineau-Saint-Michel, Quebec. He has held a number of Cabinet positions.

Mr. Ouellet has served as postmaster general, president of the Privy Council, government House leader, minister of consumer and corporate affairs, minister of state for urban affairs, minister of public works, minister of labour and minister of state for regional economic development.

He has also served as minister responsible for various Crown corporations, including the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Metric Commission and the Standards Council of Canada.

Mr. Ouellet was appointed the official critic for transport in 1985, official critic for external affairs in 1988 and official critic for federal-provincial relations in 1990. Between 1990 and 1992, he sat on a Quebec legislative commission and two parliamentary committees on Canada's constitution: the Bélanger-Campeau Commission, and the Beaudoin-Edwards and Beaudoin-Dobbie committees.

He was chair of the Quebec Liberal caucus in 1968, chief political organizer of the federal Liberal party in Quebec from 1977 to 1984, and co-chair of the National Liberal Campaign Committee in 1992.

Mr. Ouellet married Edith Pagé in 1965. They have four children.

Roy MacLaren
Minister for International Trade for Canada

Born in Vancouver, British Columbia, in 1934, Roy MacLaren has degrees from the University of British Columbia, Cambridge University, Harvard University and the University of Toronto.

From 1957 to 1969, he worked in the Canadian foreign service with postings in Hanoi, Prague, Geneva and New York City.

Mr. MacLaren has extensive experience in business. He was president of Ogilvy and Mather (Canada) Ltd.; chairman of CB Media Ltd.; and vice-president of Massey-Ferguson Ltd.; and was a director of several firms, including Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. and Deutsche Bank (Canada).

He was first elected to the House of Commons for the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke North in 1979, and won re-election in 1980, 1988 and 1993.

In 1983, Mr. MacLaren was appointed to Cabinet as minister of state (finance) and in 1984 was appointed minister of national revenue. He has served as the official Opposition critic for international trade, co-chairman of the Special Joint Committee on Senate Reform, chairman of the Federal Task Force on Business-Government Relations, and Chair of the Liberal Economic Policy Committee.

Mr. MacLaren married Alethea Mitchell in 1959. They have three children.

Raymond Chan
Secretary of State (Asia-Pacific) for Canada

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

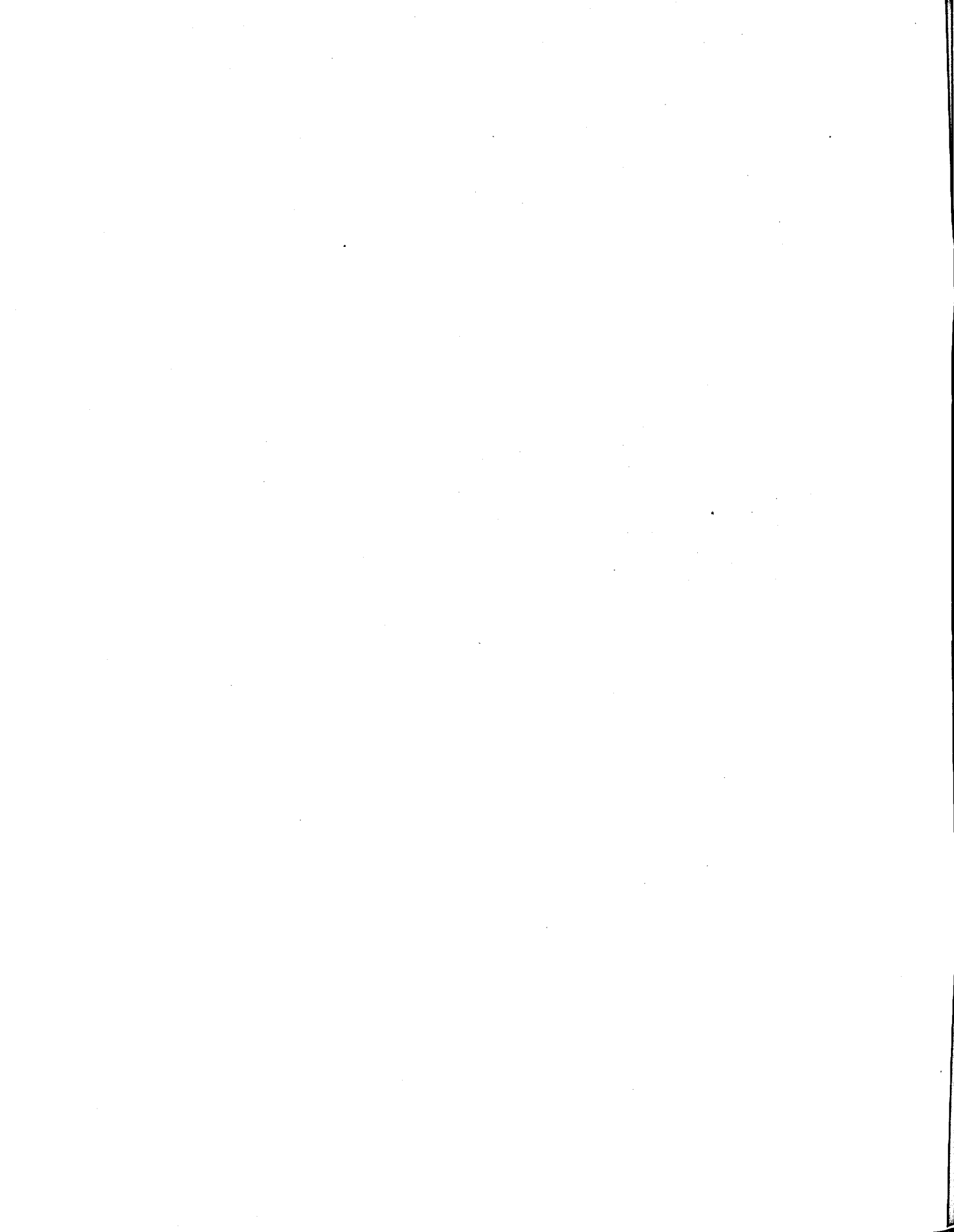
He received a Bachelor of Applied Science in Engineering Physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf Nuclear Research Centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

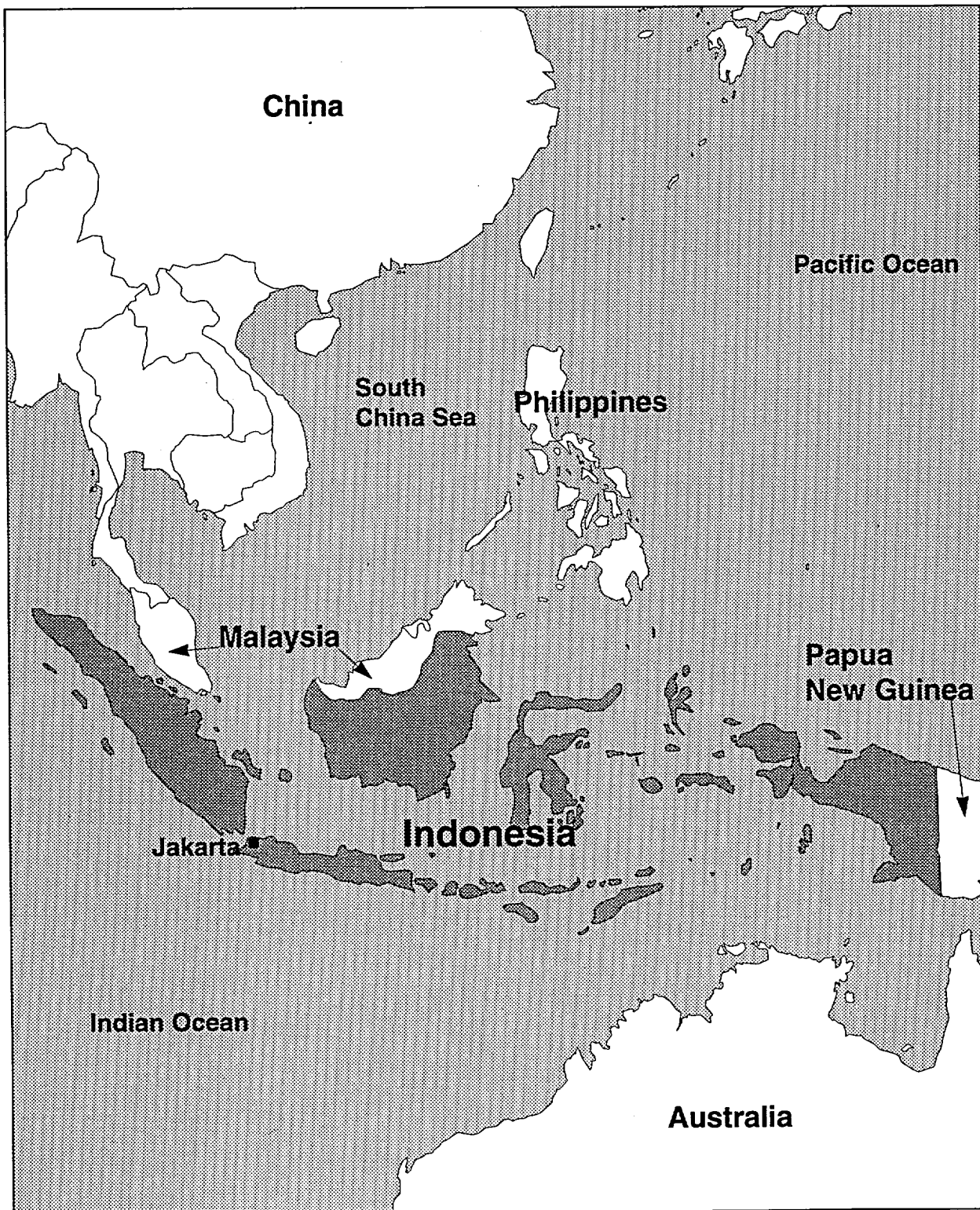
In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. Mr. Chan is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons on Oct. 25, 1993, to represent the British Columbia riding of Richmond.

Mr. Chan married Maureen Marnlien in 1975. They have two children.



Indonesia



Canada-Indonesia Relations

Bilateral

- Indonesia's size (with a population exceeding 190 million, it is the fourth most populous nation on earth), its leadership role in ASEAN, its position as current chair of APEC and the Non-Aligned Movement, its role as a moderating member of the Organization of the Islamic Conference, the Group of 77 and the Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC), make it an important partner in the region.
- In 1993, Canada marked the 40th anniversary of the establishment of the Canadian Embassy in Jakarta. Canada-Indonesia relations have developed from a traditional development co-operation relationship into a mature, mutually supportive and beneficial partnership at all levels.

Trade and Investment

- Indonesia is Canada's largest export market in the ASEAN region. Exports have been growing approximately 10 per cent a year, and two-way trade is expected to exceed \$1 billion by the end of 1994. In 1993, bilateral trade reached \$905 million. Canadian exports to Indonesia were worth \$461 million, while imports from Indonesia were valued at \$444 million.
- Indonesia has been experiencing rapid economic growth rates, averaging over 6 per cent a year. Canadian exports will benefit from further tariff reductions announced by the Indonesian government in July 1994. In addition, import duties have been reduced on 739 kinds of manufactured, agricultural and health products; non-tariff barriers have been removed on 27 commodities; and surcharges have been lifted on 38 products containing alcohol.
- The Indonesian market offers some of the most significant business opportunities in the region for Canadian companies. For example, Indonesia has the largest oil and gas reserves in Southeast Asia and many Canadian firms currently operate in the market. By the year 2000, it is anticipated that Indonesia will have 60 pulp mills and 71 paper mills, offering further prospects for Canadian companies in the forestry sector.
- Sectors with particular potential for Canadian companies include telecommunications and information technology; energy, including power generation, oil and gas; the environment; forestry; mining; and construction and health products.

- Canadian exports to Indonesia consist of basic commodities such as cereals; wood pulp; mineral fuels; plastics and sulphur; and manufactured products, such as boilers, machinery and engines.
- Sales of services, particularly engineering services, are another sizeable component of Canadian trade with Indonesia. Since the mid 1970s, Canadian firms have developed niches in pulp and paper, mapping, telecommunications and environmental services. It is estimated that the Canadian service sector adds an additional \$100 million a year in exports.
- Principal imports from Indonesia include footwear; apparel; plywood; tropical hardwood lumber; natural rubber; and electrical machinery, equipment and parts.
- Cumulative Canadian direct investment in Indonesia was estimated to be \$3.5 billion in 1993, the largest in any Southeast Asian country. Inco's mining and smelting plant in Sulawesi is a major component. Oil and gas exploration and consulting and engineering companies have established a strong presence in Indonesia.
- Human rights concerns are an important element of the Canada-Indonesia relationship. Canada has raised and will continue to raise its concerns in both bilateral and multilateral discussions.

Development Assistance Co-operation

- Canada's development assistance program in Indonesia began in 1954. Since then, it has evolved into a large and targeted program of \$36 million in 1993-94, involving Canadian non-governmental organizations (NGOs), private firms and universities.
- The current program is helping to lay the foundation for Canada's longer-term economic and political relationship with Indonesia as an important global partner. It focuses on the environment, human resources development (including special attention to women and participatory development), and private sector and institutional linkages.
- Priority is given to community-driven development, equity and broad participation in government, going beyond poverty alleviation to the heart of economic and social development.

- The \$1 million Canada Fund program (administered by the Canadian Embassy) supports small development initiatives; \$500,000 is specifically targeted to East Timor, where the program has supported over 90 such projects. The Canadian government also funds the work of the International Committee of the Red Cross in Indonesia.
- Canada currently has 18 active bilateral projects in Indonesia, including the Women's Support Project, which helps integrate women into Indonesia's economic and social development; the Environmental Management Development Project, which focuses on environmental policy formulation, institutional strengthening, education and training; and the Eastern Indonesia Universities Development Project, designed to improve Indonesia's human resource base through development of basic sciences with an emphasis on women's participation.
- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial assistance to Canadian firms that want to establish long-term business ventures in Indonesia. In 1993-94, the program contributed about \$3 million to private sector activities.

Canada-Indonesia Agreements

Subject	Date Signed	Agreements
Economic Co-operation	May 1981	Development Agreement
Development Co-operation	April 1991	Canada-Hong Kong Air Agreement
Taxation	December 1980	Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital
Tax	January 1992	Canadian-Indonesia Double Taxation Agreement
Economic Co-operation	July 1993	Canada-ASEAN Economic Cooperation (in force April 1994)
Nuclear	July 1982	Canada-Indonesia Agreement concerning the Peaceful Uses of Nuclear Energy (in force July 1983)
War Graves	September 1962	Agreement between the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, India, Pakistan, and Indonesia with respect to War Cemeteries, Graves and Memorials of the Commonwealth within Indonesian territory (in force April 1964)

Indonesia: Fact Sheet

General

Population	190 million (1993)
Jakarta	8.5 million
Population growth rate	1.61% (1993 est.)
Total area	1.9 million sq. km
Currency	\$1 US = 2,033 Rupiah (1992)
Language	Bahasa Indonesia

Political

Type of government	Presidential republic
President	Haji Mohamed Soeharto
Vice-President	Try Sutrisno
Minister of Foreign Affairs	Ali Alatas
Minister of Trade	Dr. Satrio Budiardjo Joedono
Main Political Parties	Golkar (governing party); United Development Party; Democratic Party

Memberships

United Nations, General Agreement on Tariffs and Trade, Asia-Pacific Economic Co-operation, Association of South East Asian Nations, Non-Aligned Movement, Organization of the Petroleum Exporting Countries, Organization of the Islamic Conference, World Bank, International Monetary Fund

Economic

Gross domestic product	\$123.7 billion US (1992)
GDP growth rate	5.5% (1992)
GDP per capita	\$633 US (1992)
Inflation rate	4.5% (1992)
Unemployment rate	3% (1992)
Imports from Canada	\$461.9 million (1993)
Exports to Canada	\$444.3 million (1993)
Trade balance	-\$18.6 million
Major imports from Canada	Cereals; wood pulp; mineral fuels; plastics and sulphur; boilers, machinery, and engines
Major exports to Canada	Footwear; apparel; plywood; tropical hardwood lumber; natural rubber; electrical machinery, equipment and parts
Canadian direct foreign investment	\$3.5 billion (1993)

Diplomatic

Canadian Embassy in Indonesia

Ambassador Lawrence Dickenson
Phone: (011-62-21) 525-0709

Indonesian Embassy in Canada

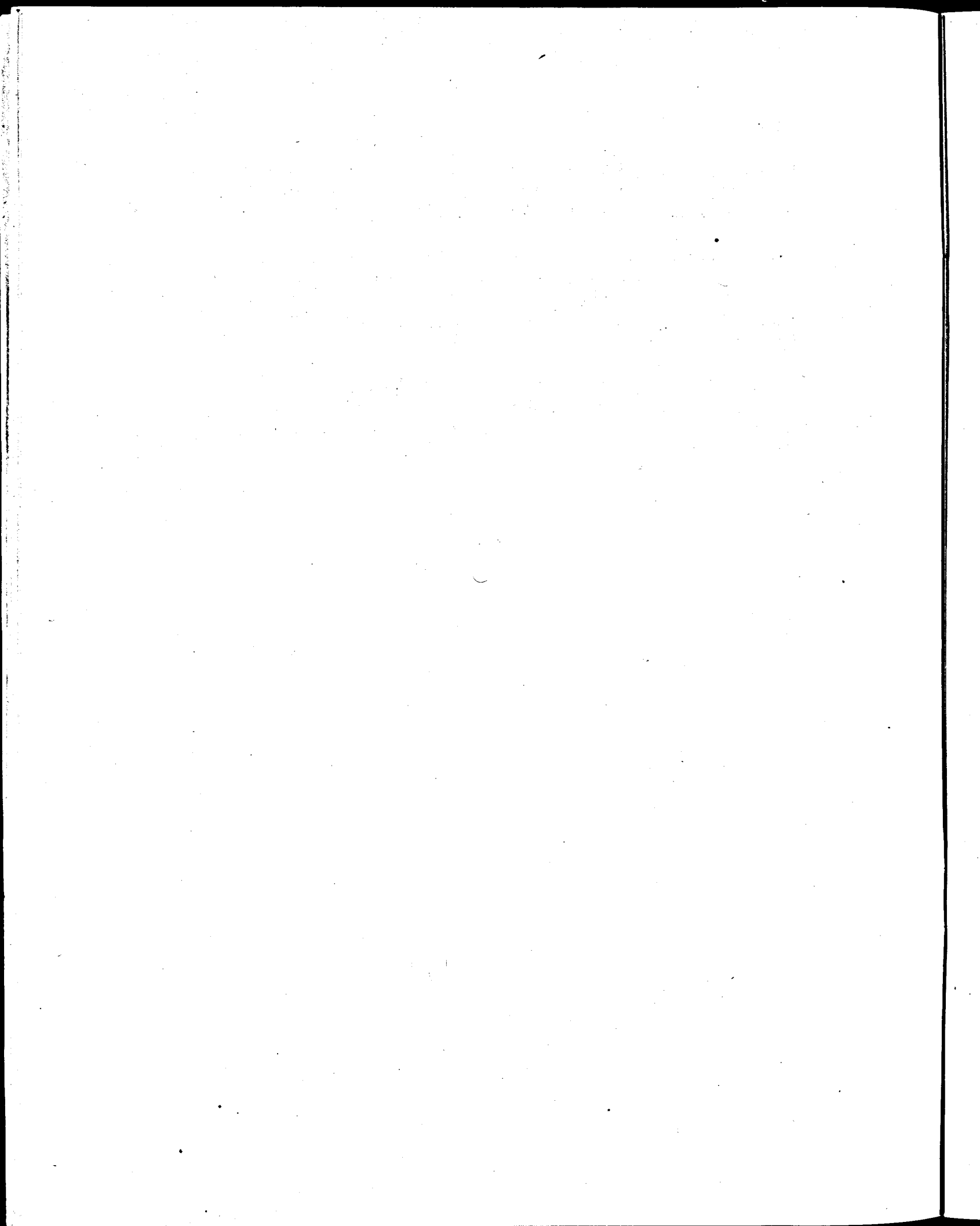
Ambassador S. Parwoto
Phone: (613) 236-7403

Jakarta

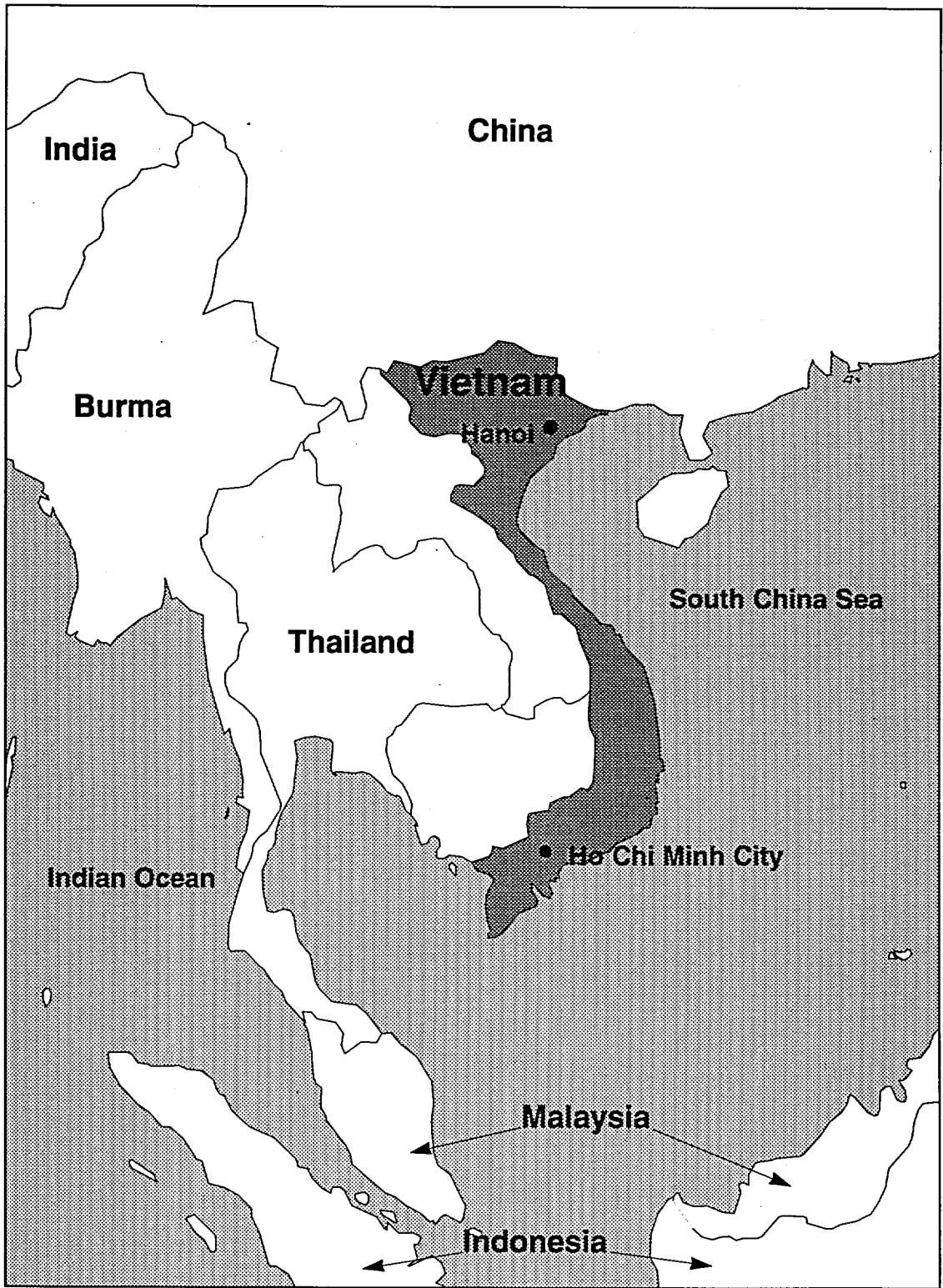
Jakarta, the capital of Indonesia, has expanded greatly since the Dutch colonial period, when it was known as Batavia. The city's rapid growth reflects Indonesia's remarkable economic development from the late 1980s.

Located on the northern coast toward the western end of the island of Java, Jakarta is Indonesia's centre of government, business and industry. The city spreads over more than 670 sq. km and has a population that now exceeds 8.5 million. The main business and residential areas of Jakarta are located some 11 km from the harbour of Tanjung Priok.

Jakarta is the country's media and literary centre; one quarter of all Indonesia's newspapers are printed here. The city has a film industry, a modern theatre academy, several universities, and the oldest medical school in Southeast Asia.



Vietnam



Canada-Vietnam Relations

Bilateral

- Canada established diplomatic relations with North Vietnam in 1973. North Vietnam was renamed the Socialist Republic of Vietnam in 1976 following official unification with the South.
- Vietnam reopened its embassy in Ottawa in 1990. In 1991, Canada opened an office in Hanoi; the mission was upgraded to an embassy in 1993. In 1994, Canada opened a trade office in Ho Chi Minh City, which will be inaugurated by International Trade Minister MacLaren during his November visit. The first Canadian resident ambassador arrived in Hanoi in September 1994, joining four Canada-based staff members. The opening of a new chancery in Hanoi is planned for the Prime Minister's visit.
- Canada has undertaken a policy of engagement with the government of Vietnam, encouraging the economic reform process and greater respect for human rights. While the bilateral relationship is expanding, Canada has made it clear that human rights remain an area of concern.
- Canada's Minister of Transport, Douglas Young, led a delegation to Vietnam in April 1994. High-level Vietnamese visitors to Canada within the last year have included the Minister of Trade and Tourism, the Deputy Prime Minister and the Justice Minister.

Trade and Investment

- Although Canada-Vietnam trade is modest — \$42.5 million in 1993, up from \$31 million in 1992 — there is considerable and growing interest among Canadian businesses in developing greater commercial ties with Vietnam. More than 200 Canadian business people and delegations have visited Vietnam in the last year.
- Canada is well placed to contribute to, and benefit from, the economic reforms under way in Vietnam. Canadian expertise and capabilities match Vietnamese requirements in areas designated for priority development, particularly in the transportation, telecommunications, and energy sectors.
- Major Canadian exports to Vietnam include pharmaceuticals, machinery and pulp; major imports from Vietnam consist of seafood products, apparel and apparel accessories.
- Canadian companies have invested \$25 million in Vietnam since 1988, placing Canada 15th among foreign investors.

- To strengthen their relationship, Canada and Vietnam are negotiating a series of agreements. An economic co-operation agreement and a development co-operation agreement were signed during the Vietnamese Deputy Prime Minister's visit to Canada in June of this year. Agreements currently being negotiated cover such areas as trade, avoidance of double taxation and mutual legal assistance.

Official Development Assistance

- Vietnam's eligibility for official development assistance was restored in March 1990, following Vietnam's withdrawal from Cambodia and the start of its extensive program of economic renewal.
- Since 1990, Canada has contributed some \$41 million to Vietnam in official development assistance. Of this total, \$23.8 million was disbursed in food aid and humanitarian assistance, and \$11.3 million was given to Canadian institutions and private firms to support their development activities in Vietnam. Annual disbursements amount to about \$12 million per year.
- A strategy for Canadian assistance to Vietnam has been developed by the Canadian International Development Agency (CIDA). The agency is now poised to expand bilateral co-operation and begin implementing long-term programs that will:
 - focus on increasing Vietnam's capacity to plan and manage its ambitious economic and social reforms;
 - support human resource development and technology transfer in the environment, transportation, information technology, energy and education sectors;
 - support the development of a legal and institutional base that will enhance private sector development in Vietnam;
 - encourage aspects of Vietnam's reform agenda that promote social equity, poverty reduction, environmental protection, human rights promotion, the rule of law, and public participation; and
 - foster the integration of Vietnam in Southeast Asia by supporting regional programs and activities and by encouraging Vietnam's participation in regional dialogues and exchanges in such areas as the environment and legal reform.

- **CIDA programs in Vietnam will be implemented in close consultation and collaboration with its partners from private sector firms, public institutions, non-governmental organizations and provincial governments.**

Canada-Vietnam Agreements

Subject	Date Signed	Agreements
Development Co-operation	June 1994	General Agreement on Development Co-operation
Economic Co-operation	June 1994	Agreement on Economic Co-operation

Vietnam: Fact Sheet

General

Population	72 million (1993)
Hanoi	3 million
Ho Chi Minh City	4 million
Population growth rate	2.3%
Total area	331,688 sq. km
Currency	\$1 US = 10,595 Dong
Language	Vietnamese

Political

Type of government	One-party system
President	Le Duc Anh
Secretary General	Nguyen Khanh
Prime Minister	Vo Van Kiet
Deputy Prime Ministers	Phan Van Khai Nguyen Khanh Tran Duc Luong
Minister of Foreign Affairs	Nguyen Manh Cam
Head of State Planning Commission	Do Quoc Sam
Main political party	Communist Party of Vietnam
Memberships	United Nations, G-77, World Bank

Economic

Gross domestic product	\$12.7 billion US (1993)
GDP growth rate	8% (1992)
GDP per capita	\$140 US (est.)
Inflation rate	15% (1992)
Unemployment rate	14%
Imports from Canada	\$15.03 million (1993)
Exports to Canada	\$27.47 million (1993)
Trade balance	\$12.44 million
Major imports from Canada	Pharmaceuticals, machinery and pulp
Major exports to Canada	Seafood products, apparel and apparel accessories
Canadian direct foreign investment	\$25 million (cumulative 1982-92)

Diplomatic

Canadian Embassy in Hanoi	Ambassador Christine Desloges Phone: (011-84-4) 26-58-40/26-58-45
Vietnamese Embassy in Canada	Ambassador Dang Nghien Bai Phone: (613) 744-4963

Hanoi

Hanoi, the capital of Vietnam, is located in the northern region of the country, near the Red River delta and 150 km south of the border with China. With a population nearing three million, Hanoi is the second largest urban centre in the country, after Ho Chi Minh City in southern Vietnam.

Hanoi is the commercial centre for heavy industry in Vietnam. Major industries include steel, machine tools, chemicals, fertilizer, cement and paper. The main export items from the region are weaving, hosiery, fibre shoes, gloves, wool carpets, jute mats, fresh fruits and vegetables, electric fans, bicycles, and peanuts.

Vietnam is divided into administrative regions consisting of three self-governing municipalities (Hanoi, Ho Chi Minh City, and Haiphong), 44 provinces, and one special zone. Hanoi and Ho Chi Minh City are each administered by people's committees responsible to the central government.

Notes

Notes